Lionel Jospin, *Le Mal napoléonien*, Paris, Seuil, 2014, ISBN-13: 978-2021163179, 19 Euros.

Le premier ministre de la cohabitation, de 1997 à 2002, présente une réflexion synthétique sur l’effet qu’a exercé le régime napoléonien sur le cours de l’histoire de la France à de multiples points de vue : mentalités, organisation et gestion du territoire, développement économique et technique et place de la France dans l’ensemble européen. Le titre s’inspire, comme celui de l’ouvrage récent de Pascal Lamy, un autre énarque socialiste, d’un ouvrage d’un énarque gaulliste, Alain Peyrefitte, et résume bien la thèse principale de l’ouvrage : le bilan du Premier Empire est globalement négatif. En quatre denses chapitres sur le bonapartisme et la suite jusqu’à Waterloo, Lionel Jospin dépouille une documentation solide et démontre que sur tous les plans Napoléon a plutôt nui à la France. Il consacre quelques passages convaincants aux contradictions d’un despotisme qui prétend d’une certaine façon représenter et exporter les idées nouvelles et qui parvient surtout à dresser les peuples européens contre des pratiques oppressives et violentes qui sont assimilées à ces idées. Cette nouvelle contribution à une discussion qui est sans doute aussi ancienne que le bonapartisme ne répond toutefois pas à une question banale mais fondamentale : est-il possible de réécrire l’histoire ? Si Bonaparte a pu instaurer son régime despotique, c’est que la Révolution n’était pas parvenue à créer des institutions stables – pour des raisons qui ne tenaient pas seulement à elle, mais aussi aux multiples conflits, externes et internes, qu’elle eut à trancher dans l’urgence. L’origine du « mal napoléonien » est bien dans cet échec. Une république française cohabitant harmonieusement avec les monarchies absolues d’Europe pour leur instiller paisiblement les idées nouvelles ne fait pas partie de l’espace des possibles : de là à dire que le camp opposé, à savoir les monarchies, représente une rationalité libérale et pacifique, il y a un pas que Lionel Jospin se garde bien de franchir. Si les quatre premiers chapitres se lisent avec beaucoup d’intérêt, les deux derniers sont beaucoup plus (trop ?) rapides. Il s’agit de présenter les métamorphoses et l’empreinte du bonapartisme jusqu’à nos jours : l’empreinte concerne davantage les institutions et une certaine mentalité présidentialiste que la vie politique actuelle, qui est marquée en France mais aussi en Europe par la tentation du populisme de gauche et de droite (p. 218). Belles remarques au passage sur certains personnages, par exemple : « Frappe aussi la propension du chef du Parti de gauche à saturer l’espace politique et médiatique dans son propre mouvement au point qu’aucune autre figure politique n’a, auprès de lui, la faculté de se faire connaître du peuple (comme c’est le cas d’ailleurs, à l’autre bout du spectre politique, au Front national) » (p. 222). Trois petites inexactitudes : Goethe a été au départ très opposé à la Révolution française. Il a été favorable à Napoléon jusqu’à la fin (mais a dû donner des gages alors…) et n’était pas prussien (p. 91, 100 et 113). Restent les conclusions politiques à tirer de cet ouvrage pour notre pays aujourd’hui. Celles de Lionel Jospin restent assez vagues : en Europe, renoncer à l’austérité (mais l’austérité est-elle la politique actuelle de la France ? La France est-elle dans la situation de la Grèce, du Portugal ? Ce n’est pas ce qu’écrit Paul Krugman). En France préférer les représentants du peuple aux « chefs charismatiques auto-interprètes » (p. 229), reprendre confiance en soi et faire confiance aux autres : beau programme, et Lionel Jospin n’a pas tort de rappeler le fort taux de suicides et la grande consommation d’antidépresseurs dans notre pays. Pourtant le livre aurait pu suggérer d’autres conclusions, plus précises : une réelle régionalisation, avec un budget important et le pouvoir d’impulser une politique économique à l’échelon local, une université plus égalitaire où s’effectueraient la préparation aux concours de sélection des élites et la formation de ces élites, pourquoi pas : en région ? François GENTON.